

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail - Justice - Solidarité



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON
EXCELLENCE LE PROFESSEUR ALPHA CONDÉ
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

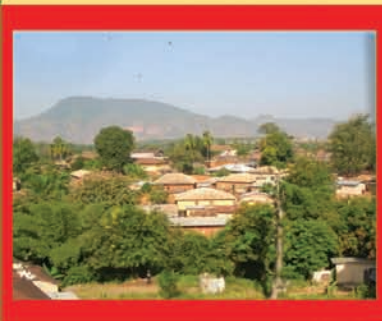
LE GOUVERNEMENT GUINÉEN ET SES PARTENAIRES
ORGANISENT

FORUM ECONOMIQUE DE LA GUINEE

***Diversification de l'Économie et Bonne Gouvernance
pour une Guinée Émergente***

Conakry

14-15 septembre 2012 Palais du Peuple



MOT D'ACCUEIL DU PRG



Honorables participants,
Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir de vous accueillir à Conakry à l'occasion de la première édition du Forum Economique de la Guinée, intitulé «*Diversification de l'Économie et Bonne Gouvernance pour une Guinée Émergente*». Ce Forum représente une étape importante dans notre travail pour permettre à la Guinée de pleinement mettre en valeur son potentiel et de devenir une économie émergente et un moteur de croissance économique dans la sous-région et au delà.

Comme vous le savez, la Guinée est un pays riche en ressources, naturelles et humaines. La Guinée possède non seulement les réserves de bauxite les plus importantes au monde mais aussi des quantités importantes de minerai de fer et d'autres métaux et minerais tels que l'or ou l'uranium, dont l'immense majorité reste à ce jour à exploiter. De plus, en tant que «château d'eau» de la région, la Guinée a un important potentiel hydroélectrique et plus de six millions d'hectares de terres arables largement sous-utilisés.

De telles ressources auraient dû permettre le développement et la prospérité du pays, mais elles sont jusqu'à présent restées très largement inexploitées du fait de la succession des régimes non-démocratiques et de graves problèmes de gouvernance depuis notre indépendance. En décembre 2010, la Guinée a tenu ses premières élections libres et transparentes. Ce moment décisif a été un tournant pour la Guinée : pour la première fois, notre peuple a été libre de choisir un gouvernement qui partage ses aspirations et ses objectifs.

Depuis mon élection, j'ai consacré toute mon énergie à mettre en place les fondations sur lesquelles la Guinée pourra se développer. Nous avons commencé par assainir l'économie : nous avons réduit l'inflation, résorbé notre déficit budgétaire et mis en œuvre un programme strict de réformes afin d'atteindre un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTe). Dans le secteur minier, un des piliers centraux de notre économie, nous avons mis en place un code minier parmi les meilleurs au monde et un processus transparent de revue des contrats miniers avec l'ambition que l'ensemble de la population guinéenne puisse désormais mieux bénéficier du développement du secteur. Pour soutenir les agriculteurs, qui forment la grande majorité de la population guinéenne, nous avons mis en œuvre lors des deux dernières années un programme de soutien à la préparation de la campagne agricole, qui s'est traduit par des récoltes parmi les plus importantes que le pays ait jamais connues.

Ces actions, aussi importantes soient elles, ne sont que les premières étapes de notre chemin vers le développement. Nos objectifs sont bien plus ambitieux. Nous voulons dans les années qui viennent développer un secteur extractif au service de la diversification et de la croissance de notre économie ; produire une énergie abondante, propre et à bas coût pour la Guinée et pour nos voisins en développant les infrastructures de production hydroélectriques et solaires; construire le port commercial et les réseaux routiers et ferroviaires les plus importants de la sous-région pour servir de base à notre développement économique et commercial ; devenir un des greniers à céréales d'abord pour notre région puis pour d'autres parties du globe. Nous voulons également construire les institutions publiques et gouvernementales nécessaires pour atteindre ces objectifs et pour garantir à tous la justice, la sécurité et un état de droit moderne.

Je suis convaincu que nous pouvons atteindre ces objectifs si nous y travaillons ensemble, si l'état œuvre main dans la main avec le secteur privé, avec les partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux, avec la société civile et avec des experts de tous les domaines. C'est avec cet objectif en tête que nous avons organisé ce Forum. J'ai souhaité qu'il soit une occasion pour partager notre vision, nos réussites et nos difficultés, et pour échanger avec des experts et des praticiens internationaux sur les meilleures pratiques et sur les leçons tirées ailleurs qui peuvent nous aider à mieux faire, ici, en Guinée. J'espère que ces dialogues nous permettront d'affiner notre stratégie de développement ainsi que nos politiques et qu'ils constitueront un point de départ pour une collaboration renforcée avec vous, dans la perspective de la conférence des bailleurs et des investisseurs pour la Guinée que nous organiserons prochainement mais aussi bien au-delà.

Merci pour votre soutien, dans ce moment si important pour le chemin de notre pays vers le développement. Je vous souhaite un bon Forum et je me réjouis de collaborer avec vous dans les semaines et mois à venir pour écrire ce nouveau chapitre dans l'histoire de la Guinée.

**Sincèrement,
Professeur Alpha Condé**

DOCUMENT DE CADRAGE DU FORUM ECONOMIQUE DE LA GUINEE

“Dans les cinq ans qui viennent, ma volonté est, par conséquent, de sortir la Guinée de sa grande pauvreté, de son sous-développement pour, ensuite, l’engager sur le chemin de la croissance économique et du progrès social afin qu’elle rejoigne le peloton des pays émergents”.

Professeur Alpha Condé
Président de la République de Guinée

PREFACE

Ce Forum constituera un moment fort d'échanges, entre responsables des secteurs public et privé, spécialistes, universitaires, praticiens du développement et représentants de la société civile, sur les stratégies de développement qui feront de la Guinée un pays émergent, à la lumière de sa propre histoire et des expériences pertinentes d'autres pays.

Tout le monde s'accorde à dire que la Guinée est un scandale de la nature, du fait de l'immensité et de la diversité de ses richesses naturelles. Malheureusement, la grande majorité de la population guinéenne vit encore dans une pauvreté profonde. Cette situation devient de plus en plus insupportable, dans un contexte caractérisé par des transformations profondes, avec l'émergence sur tous les continents de pays, naguère pauvres, qui se confirment aujourd'hui comme des acteurs majeurs de la dynamique économique mondiale. Ces transformations, dans un monde devenu un village planétaire, s'accompagnent d'exigences des populations dans les pays pauvres pour de meilleures conditions de vie.

C'est donc un moment propice pour la Guinée de se définir une nouvelle voie, en s'inspirant des expériences réussies ailleurs, et en tirant profit de la nouvelle dynamique mondiale, eu égard à son histoire, à ses contraintes et à son potentiel de développement.

Le gouvernement de la Troisième République a entamé, avec le soutien de ses partenaires au développement, une dynamique de réforme et de modernisation de l'économie pour l'émergence du pays et l'amélioration des conditions de vie des populations guinéennes.

Nous avons rendez-vous dans les prochains mois à Abu Dhabi pour le Groupe Consultatif avec la communauté internationale et les investisseurs, afin de discuter de stratégies et projets de développement pour les prochaines années. Nous avons l'espoir que les recommandations de ce Forum seront d'une grande utilité pour cette rencontre.

Pour finir, je formule le vœu qu'une nouvelle ère s'ouvre pour la Guinée afin qu'elle rejoigne le peloton des pays émergents, et qu'elle contribue à l'accélération de la croissance dans la sous-région et en Afrique, dans la paix et dans la coopération.

RESUME EXECUTIF

Les choix de développement de la Guinée dépendent de son histoire, de ses valeurs, mais aussi du contexte physique et régional qui déterminent ses performances. Le pays est aujourd'hui à la croisée des chemins de son développement économique et social, après avoir expérimenté, sans grand succès, plusieurs modèles de développement. Malgré toutes les ressources dont elle dispose, la Guinée reste dans une situation de pauvreté et de sous-développement qui devient de plus en plus insupportable. Cela a suscité une frustration légitime qui recèle les germes d'une instabilité politique et sociale.

L'ambition du nouveau gouvernement, qui traduit la vision du Professeur Alpha CONDÉ, Président de la République, est de faire de la Guinée un pays émergent et d'éradiquer par là la pauvreté extrême. La stratégie est de rechercher la diversification de l'économie et la promotion de la bonne gouvernance, avec la redéfinition du rôle de l'État.

Cette ambition devra être réalisée dans un contexte régional et mondial incertain. La croissance économique africaine reste soutenue et le continent connaît des progrès démocratiques significatifs. Au niveau mondial, le dynamisme économique des pays émergents qui accroît leur besoin en matières premières alimente la hausse des cours profitable à la Guinée. Cependant, la Guinée pourrait souffrir des impacts négatifs de l'essoufflement des économies des pays avancés à travers la réduction de l'aide publique au développement et celle des transferts de la diaspora.

Le Forum sera le lieu de se questionner sur les conditions et stratégies pour que la Guinée sorte de son marasme économique et social, et se mette sur le chemin de l'émergence. La diversification de l'économie et la production de biens et services à forte valeur ajoutée, ainsi qu'une croissance à deux chiffres sur une longue période sont nécessaires pour la réalisation de l'émergence. Les conditions de succès incluent d'assurer non seulement l'adéquation entre le contexte et les piliers et leviers, mais aussi la pertinence du phasage de la stratégie de diversification. Un Etat moderne capable de fournir des services publics de qualité sera nécessaire. Bref, mettre la Guinée sur la trajectoire de l'émergence requiert un changement de paradigme. Il revient au gouvernement de favoriser l'appropriation de la vision par la population. Le message qu'il doit formuler se doit d'être mobilisateur de toutes les énergies guinéennes. Il doit incarner le rêve, donner l'envie de réussir à travers l'exemple, et bannir l'acceptation de la fatalité de la pauvreté ou de l'inéluctabilité de la richesse à cause de l'abondance de ressources naturelles.

Les instruments de gestion de ce cheminement vers l'émergence existent et doivent être compris et internalisés par tous les acteurs, y compris les partenaires extérieurs. Leur bonne articulation avec la vision et leur cohérence interne constituent une problématique importante.

La stratégie envisage que la Guinée commencera à exploiter les secteurs où elle dispose d'avantages comparatifs. Dans le secteur minier, le développement des projets dépendra de la capacité d'absorption et de la nécessité de maintenir la stabilité macroéconomique. Le développement du secteur agricole permettra de résorber de façon significative le chômage, le sous-emploi et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, et à terme, de faire de la Guinée un exportateur majeur de céréales et d'améliorer la balance de paiements. Dans le secteur hydroélectrique également, la vision réalisera l'autosuffisance et le développement des exportations d'électricité dans la sous-région.

Les projets miniers, agricoles et hydroélectriques déjà identifiés représentent plusieurs fois le PIB actuel de la Guinée. Ils constituent un nouveau marché qui pourra soutenir la diversification du secteur privé guinéen, à travers le développement de petites et moyennes entreprises. Cette stratégie de diversification sera supportée par le développement du capital humain et des

infrastructures qui devrait permettre de tirer avantage des potentialités nombreuses. Une assistance technique importante et le concours de la diaspora seront nécessaires au démarrage.

L'échec ne nous est plus permis, eu égard aux enjeux nationaux et sous-régionaux. Au niveau intérieur, la spirale de l'appauvrissement de la population doit être inversée rapidement en une dynamique d'expansion économique, pour garantir la stabilité nécessaire à toute stratégie de développement. Au niveau sous-régional, la Guinée doit réaliser des performances remarquables dans le processus de convergence macroéconomique pour prendre toute la place qui est la sienne. Finalement une exploitation anarchique des potentialités de la Guinée pourraient avoir des conséquences néfastes sur le développement des pays de la sous-région, surtout les pays sahéliens.

Compte tenu de ces enjeux, il est important que le peuple de Guinée, mobilisé autour de cette vision reçoive le soutien de la communauté internationale.

INTRODUCTION

L'importance et la diversité du potentiel de développement de la Guinée rendent l'état actuel de pauvreté de sa population inacceptable. Malgré un potentiel naturel impressionnant, la Guinée a accumulé des retards énormes. La gouvernance souffre de maux profonds. La pauvreté et la précarité se sont aggravées. Les objectifs du millénaire pour le développement sont devenus hors de portée et la jeunesse du pays, largement sans emploi, est poussée au désespoir. Le faible niveau et la dégradation sur une longue période des indicateurs économiques, financiers et sociaux ont fragilisé l'État et la société.

C'est dans ce contexte que se tient le présent Forum qui peut contribuer à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement qui donne de l'espoir et ouvre des perspectives. Les objectifs visés dans la vision proposée sont à la mesure de l'ambition et des attentes des populations guinéennes. Ils portent sur une politique économique et sociale équilibrée, visant une croissance forte portée par des investissements accrus qui garantissent l'accès à des services publics de qualité, la création d'emplois et la réduction tangible de la pauvreté et de ses implications sur le capital humain. La vision accorde une place importante à la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes et entre les régions.

La Guinée ne manque pas d'atouts pour y parvenir. Les ressources humaines et naturelles dont elle dispose devront être exploitées de manière rationnelle pour en tirer le meilleur bénéfice pour le pays et ses citoyens. Cela requiert un Etat fort, impartial et respectueux des droits humains et des valeurs de justice et d'équité. Il exige aussi une gestion rigoureuse, responsable et axée sur les résultats.

Le gouvernement est déterminé à mettre en œuvre avec succès cette vision, en remettant le pays au travail et à l'effort, en combattant la mal gouvernance, la corruption, le népotisme, les malversations et l'impunité. Ces comportements ont longtemps miné l'administration publique, annihilé l'autorité de l'Etat et poussé les populations à la méfiance, au doute et au laisser-aller. Il est urgent d'agir. Car aux défis auxquels le pays est confronté à l'intérieur, s'ajoutent les contraintes dictées par la globalisation des économies, les compétitions rudes, et la course effrénée vers l'accumulation.

L'option de développement du gouvernement est libérale. Cependant, elle accorde une attention particulière à la réduction des inégalités et au respect de la dignité humaine et s'inscrit dans la perspective du renforcement de l'intégration sous-régionale.

Ce document de base a pour ambition de poser les principales problématiques qui seront discutées au cours du Forum. Il s'articule autour de trois parties. La première présente le contexte national et international qui détermine les options de développement choisies et leurs chances de succès. La deuxième partie expose la vision et les grands axes de la stratégie fondés principalement sur la diversification de l'économie et la modernisation des processus de production, pour en accroître la valeur ajoutée. Enfin, la dernière partie présente les atouts et les contraintes dans la mise en œuvre de cette vision.

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DES CHOIX DE LA GUINEE

Les choix de développement de la Guinée sont fortement déterminés par les leçons des expériences passées, et les résultats auxquels elles ont conduits, ainsi que par l'environnement, régional et international. Il est en effet difficile d'ignorer les contraintes politiques et les aspirations des populations dans l'élaboration d'une stratégie de développement orientée vers la satisfaction de leurs besoins. De la même façon, les succès de certains pays pauvres dans un passé récent peuvent être des sources utiles d'inspiration, alors que les échecs d'autres pourraient signaler des exemples à ne pas suivre ; les besoins nouveaux qui s'y expriment peuvent être également des opportunités importantes de croissance qui ne devraient pas être négligées.

Chapitre 1.1 : La Guinée à la croisée des chemins de son développement économique et social

Malgré toutes les ressources dont elle dispose, la Guinée reste dans une situation inquiétante de pauvreté et de sous-développement qui devient de plus en plus insupportable. La frustration et l'impatience légitimes de sa population sont sources de mouvements sociaux pour plus de liberté, de démocratie et de bien-être.

Cette situation de pauvreté et de fragilité économique et sociale s'explique en partie par la profondeur des changements de modèles de développement, d'une part, et par la mal gouvernance dans la mise en œuvre des stratégies découlant de ces modèles, d'autre part. En effet, la proclamation de l'Indépendance a donné lieu à une rupture radicale avec le modèle colonial. S'en est suivi, durant plus de deux décennies, un modèle d'inspiration socialiste dans un milieu qui n'était pas prêt pour un système dirigiste. Il a notamment stoppé le développement de la classe moyenne engagé pendant la colonisation. La mort du premier Président de la Guinée a permis l'émergence d'un autre modèle diamétralement opposé : un libéralisme exacerbé, voire anarchique, avec une privatisation accélérée de l'économie. Le coup d'État militaire de 2008, sans être une rupture systémique, n'a pas moins aggravé la fragilité de l'État, affaiblissant sa crédibilité, aussi bien dans ses relations avec la communauté internationale, que dans sa perception au sein des populations et du secteur privé national et étranger.

Les ruptures systémiques ont généralement été imposées aux populations dont les conditions de vie ont continué à se dégrader. Malgré la priorité accordée après l'indépendance au monde rural, la performance de l'agriculture s'est détériorée, faisant passer la Guinée d'un pays exportateur net de produits agricoles en un pays fortement dépendant des importations pour son alimentation. De plus, la rente minière a été orientée principalement vers le financement des dépenses de fonctionnement de l'Etat et la création d'entreprises publiques non rentables, plutôt que celui des investissements dans les infrastructures et autres secteurs porteurs de croissance. Pendant la Deuxième République, la structure de l'économie guinéenne a été désarticulée par une politique de désengagement massif mais insuffisamment préparé de l'Etat, qui n'a pas favorisé l'émergence d'un secteur privé dynamique. Par ailleurs, la mal gouvernance a empêché de tirer profit des investissements agricoles importants. La prise de pouvoir par les militaires en 2008 a couronné cette série d'échecs sur le plan économique et social. Pis, une transition militaire tumultueuse et chaotique a aggravé la situation déjà difficile de la Guinée et a renforcé le désespoir des populations.

Ces ruptures ont engendré une massification de la pauvreté, des relations chaotiques avec la communauté internationale et une fragilité politique. À titre d'illustration, la Guinée n'a jamais conduit à terme un programme avec le FMI et n'a pas pu atteindre, à ce jour le point d'achèvement de l'Initiative PPTE dont le point de décision a été atteint depuis 2000, il ya douze ans. La Troisième République, née dans ce contexte difficile, a commencé la mise en œuvre de politiques fondées

sur la vision économique et sociale du Professeur Alpha CONDÉ, le premier président démocratiquement élu du pays.

L'ambition du nouveau gouvernement est de faire de la Guinée un pays émergent, à travers la diversification de son économie et la promotion de la bonne gouvernance, avec la redéfinition du rôle de l'État. Son objectif ultime est d'accélérer la croissance et d'éradiquer l'extrême pauvreté. Il a déjà mis en œuvre des mesures pour la restauration et la préservation des équilibres macroéconomiques et l'amélioration du pouvoir d'achat des populations. À moyen et à long termes, il envisage d'intensifier et de réorienter les dépenses publiques dans les infrastructures, y compris l'énergie, et le développement du capital humain. Ces ressources proviendront du développement des projets miniers, de la réforme de la fiscalité, et des partenaires économiques et financiers de la Guinée, y compris le secteur privé. Cette vision repose aussi sur l'adhésion et la mobilisation de la population guinéenne, notamment, les femmes, les jeunes, et la diaspora. Au plan sectoriel, cette vision repose en priorité sur le développement du potentiel agricole, minier et énergétique du pays. Un chantier ambitieux de réformes structurelles a été lancé, notamment dans les secteurs des finances publiques, des mines, de l'agriculture, de l'énergie, et de la sécurité. Les résultats macroéconomiques satisfaisants devraient conduire la Guinée au point d'achèvement de l'Initiative PPTE dans les prochaines semaines.

Encadré 1 : Quelques repères macroéconomiques

Les conditions de vie de la population se sont significativement dégradées au cours de la Première République (1958-84), même si les chiffres montrent un taux de croissance moyen par habitant de 1% environ par an. Entre 1958 et 1972, on observe un taux de croissance moyen par habitant de -0,6% par an contre un taux de croissance moyen par habitant de 7% environ sur la période 1973-78, grâce à l'exploitation des premiers projets de bauxite. Entre 1978 et 1984, la croissance par habitant s'est à nouveau ralentie pour atteindre environ -1%, en partie du fait de chocs externes, y compris le second choc pétrolier. Il faut cependant noter la faible fiabilité des données statistiques au cours de cette période qui empêche une bonne évaluation des performances.

L'économie s'est redressée au cours de la première partie de la Deuxième République (1984-2000), sous l'effet des réformes économiques et financières qui ont libéré les initiatives et relancé les exportations et la

CHAPITRE 1.2 : L'ENVIRONNEMENT AFRICAIN ET MONDIAL D'AUJOURD'HUI

Au plan africain

La croissance économique africaine reste soutenue – autour de 4 % l'an –, dans un environnement international déprimé, notamment en Europe et aux États-Unis d'Amérique. Le Continent connaît également des progrès démocratiques significatifs. Les avancées des technologies de l'information et de la communication facilitent l'émergence de la société civile et le développement de médias indépendants, avec des retombées positives en matière de défense des libertés individuelles, du respect des droits humains, et d'amélioration des conditions de vie des populations. Les expériences réussies dans certains pays ont tendance à conduire à des dynamiques de croissance économique, de progrès social et de lutte contre la pauvreté dans tout le continent.

La Guinée peut contribuer à ce dynamisme de plusieurs façons. En effet, elle dispose de potentialités réelles pour constituer un moteur puissant du développement de la sous-région. Une stratégie concertée et plus volontariste d'intégration sous-régionale peut profiter aux pays voisins, surtout dans le Sahel qui souffre des fléaux de la sécheresse et de la désertification. Vu le potentiel du pays en la matière, une meilleure exploitation des ressources en eau, ainsi que du potentiel minier, agricole, et hydro-électrique, peut couvrir les besoins des pays voisins. De même, les pays enclavés peuvent bénéficier de la position géostratégique de la façade maritime de la Guinée.

Au plan mondial

Dans un monde en profonde mutation, l'impact de la crise économique et financière se différencie selon que les pays appartiennent à la catégorie des pays riches et industrialisés ou à celle des pays émergents. Dans la première, elle se traduit par un ralentissement généralisé de la croissance économique, notamment dans la zone euro et au Japon. Par contre, dans le monde dit émergent, essentiellement l'ensemble constitué par le Brésil, la Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) et d'autres pays associés, les rythmes de croissance restent très largement supérieurs à ceux des pays riches. Leur dynamisme économique renforce leur besoin en matières premières et alimente la hausse des cours profitable aux pays exportateurs de ces matières.

Les pays pauvres, comme la Guinée, souffrent des impacts négatifs de l'essoufflement des économies des pays avancés. Avec les contraintes budgétaires et les impératifs de réduction de leurs dettes, les pays donateurs traditionnels ont du mal à respecter les engagements d'augmentation de l'aide publique au développement, pénalisant le volume des investissements publics dans les pays pauvres. En outre, des pays pauvres à forte diaspora, comme la Guinée, qui bénéficient habituellement des transferts en provenance de leur diaspora, voient ces ressources importantes se raréfier avec la crise dans les pays avancés.

De plus, la sécheresse dans les grands pays producteurs de céréales (États-Unis et Russie) entraîne des hausses des prix accentuées par des mouvements spéculatifs qui provoquent des tensions alimentaires, particulièrement dans les pays sahéliens structurellement déficitaires en la matière. Ces tensions pourraient occasionner des émeutes de la faim, des flux migratoires désespérés, ou des mouvements sociaux de protestation.

Seule la croissance soutenue des pays émergents et l'ampleur de leur demande en matières premières offrent aux pays pauvres exportateurs de ces matières des opportunités de mobilisation de ressources pour financer leur développement. La Guinée en fait partie et compte saisir toutes les opportunités pour faire de la valorisation de ses ressources minières, le moteur de la diversification de son économie et de l'accélération de son développement.

DEUXIEME PARTIE : POUR UNE GUINEE EMERGENTE

Que faut-il pour que la Guinée sorte du marasme économique et social évoqué plus haut et se mette sur le chemin de l'émergence ? À cet égard, le Président de la République, le Professeur Alpha Condé, a déjà dégagé sa vision : faire de la Guinée un pays émergent. Ainsi,, sont exposées ci-après les caractéristiques du type d'économie émergente vers lequel la Guinée doit se hisser. Dans ce processus, le leadership, la participation et la communication sont cruciaux pour une bonne appropriation des objectifs de la vision par l'administration et les populations. La mise en œuvre avec succès de la vision dépend de l'adéquation entre le contexte et les piliers et leviers, ainsi que de la pertinence du phasage de la stratégie de diversification et de modernisation envisagée.

Chapitre 2.1. Principales caractéristiques d'une économie émergente

Un pays émergent se caractérise par la diversification de son économie et la production de biens et services à forte valeur ajoutée, ainsi qu'une croissance à deux chiffres sur une longue période. Ces caractéristiques devraient donner naissance à une classe moyenne qui génère un niveau de consommation et d'investissement qui permet d'entretenir cette croissance. L'émergence se traduit par la mise en place de nouvelles entreprises qui intègrent de nouveaux produits, créent et conquièrent de nouveaux marchés. Ces entreprises innovent et utilisent une main d'œuvre de plus en plus sophistiquée, pour que l'avantage compétitif provienne du génie créateur et pas uniquement des atouts de la nature ou de la géographie. L'émergence est aussi un processus qui va de pair avec la création d'emplois viables et valorisants nécessaires au développement d'une classe moyenne.

De plus, l'émergence requiert un Etat moderne, ayant des institutions fortes et stables capables de fournir des services publics de qualité et de créer un environnement favorable au développement du capital humain et à la promotion du secteur privé. Pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un système d'éducation et de formation de qualité, avec des centres de recherche d'excellence disposant d'un personnel scientifique qualifié. En particulier, il s'agira de développer des écoles d'ingénieurs, de formation technique et professionnelle, et des écoles spécialisées en gestion et en administration (Business Schools). Un tel système contribue à développer un secteur de services dynamique, capable de fournir des prestations aux entreprises à des conditions compétitives.

Enfin, mettre la Guinée sur la trajectoire de l'émergence requiert un changement de paradigme. Le défi est d'amener la société guinéenne à s'inscrire dans une nouvelle perspective de développement dont le changement de comportement constitue le nœud gordien. Le comportement des citoyens, des entreprises et des administrations est encore fortement influencé par les pratiques généralisées de mal gouvernance. Ces pratiques ont sévi aussi bien durant la Première République, avec un état omniprésent, que sous la Deuxième République avec l'écroulement progressif de l'autorité de l'État et enfin durant la transition militaire. Avec la Troisième République, un cadre rigoureux de bonne gouvernance, avec un système adéquat de sanctions positives et négatives, devrait progressivement restaurer les valeurs morales traditionnelles de la société guinéenne dans les rapports avec l'administration publique et freiner la corruption.

Chapitre 2.2. Croire et convaincre

La réalisation avec succès de cette vision requiert une conviction, une foi, dans la justesse de la cause et une adhésion de la population. Il revient au gouvernement de favoriser une plus grande compréhension de la vision et de ses implications et d'organiser un marketing public approprié pour faire adhérer la population. Le message doit donc être mobilisateur. Il doit incarner le rêve et

donner, à travers l'exemple, l'envie aux hommes, aux femmes et à la jeunesse de réussir. Il n'y a pas de fatalité qui condamnerait la Guinée à ne pas aller aussi vite et aussi loin que l'ambitionne la vision. Le retard et les déficits accumulés ne constituent pas un handicap insurmontable. De même, l'abondance de ressources naturelles ne garantit pas l'émergence.

La force de la volonté est ce qui différencie les performances des individus, des organisations et des sociétés humaines. Les progrès spectaculaires en matière de développement de certains pays qui seront examinés et débattus dans ce Forum, reflètent la volonté du leadership de ces pays qui, chacun à sa manière et suivant ses spécificités, a pu articuler un programme, un projet de société, un idéal et mobiliser la communauté nationale autour de cet idéal. L'administration devrait être le fer de lance de la vision. Cette administration devrait être modernisée et orientée vers la production de services efficaces pour soutenir le développement du secteur privé. La Guinée devra donc se placer dans la perspective du long terme, car l'histoire ou le destin d'un peuple se forge dans la durée. C'est dans ce sens que le projet mobilisateur dont il est question ici transcende les clivages politiques et idéologiques, il dépasse et ignore les aléas du cycle électoral. Il reflète une vision fédératrice.

Les instruments de gestion de ce cheminement vers l'émergence existent et doivent être compris et internalisés par tous les acteurs, y compris les partenaires extérieurs. La plupart de ces instruments sont déjà élaborés. Il s'agit du plan quinquennal, du document de stratégie de réduction de la pauvreté, du programme d'investissement public glissant, des documents de cadrage budgétaire à moyen terme, des lois de finances annuelles et des documents de politiques sectorielles. Les programmes appuyés par le FMI et les partenaires au développement serviront de cadre au cours de la première phase visant la stabilisation macroéconomique et la préparation de la Guinée à la meilleure gestion possibles des répercussions macroéconomiques des investissements massifs dans le secteur minier, pour éviter le syndrome hollandais. Cela dit, la bonne articulation et la cohérence de ces documents entre eux, mais aussi avec la vision sont une problématique importante.

Chapitre 2.3. La diversification de l'économie guinéenne pour l'émergence

Après les efforts de stabilisation et dans la perspective de l'atteinte du point d'achèvement, le temps est venu pour les autorités de mettre en œuvre la vision pour l'émergence de la Guinée. Le premier élément de cette vision est la consolidation des acquis macroéconomiques par la poursuite de politiques budgétaire et monétaire rigoureuses, ainsi que la finalisation de la première phase des réformes structurelles. La modernisation de l'État et la réforme des forces de sécurité et de défense sont également nécessaires, de même que celle de la justice.

La valorisation du potentiel de la Guinée commencera par les secteurs où le pays dispose d'avantages comparatifs : secteur minier, agriculture, et hydroélectricité. Dans le secteur minier, le développement des projets sera échelonné en fonction de la capacité d'absorption de l'économie et de la nécessité de maintenir la stabilité macroéconomique et d'éviter le syndrome hollandais. L'approche du gouvernement consistera à se concentrer, dans un premier temps, sur un méga projet et à favoriser le développement de plusieurs petits et moyens projets. Dans le secteur agricole, qui est à forte intensité de main d'œuvre, la première étape consistera à atteindre rapidement l'autosuffisance alimentaire et à promouvoir les exportations et l'agrobusiness. Le secteur agricole bénéficiera des retombées positives du développement du secteur minier, à travers une demande accrue de produits agricoles et l'utilisation des infrastructures de transport des produits miniers. En ce qui concerne le secteur hydroélectrique, l'objectif est aussi l'autosuffisance et le développement des exportations d'électricité dans la sous-région, dès la mise en service du barrage hydroélectrique de Kaléta. Les projets miniers, agricoles et hydroélectriques déjà identifiés représentent plusieurs fois le PIB actuel de la Guinée. Ils constituent un nouveau marché qui pourra

soutenir la diversification du secteur privé guinéen à travers le développement de petites et moyennes entreprises.

Cette stratégie de diversification sera supportée par le développement du capital humain et des infrastructures. Le gouvernement développera des infrastructures économiques et sociales (hôpitaux, écoles, télécommunications, routes, stades, maisons de la jeunesse et de la culture, etc.) de qualité, en utilisant les recettes tirées du développement des secteurs minier, agricole et hydroélectrique, ainsi que les ressources issues de l'Initiative PPTE. Une assistance technique importante et le concours de la diaspora seront nécessaires au démarrage.

Une évaluation sera effectuée au terme de cette première phase, afin d'en tirer les enseignements et d'identifier d'autres secteurs d'avantages compétitifs.

Encadré 2. Quelques piliers et leviers de la diversification

La stratégie de diversification proposée a retenu les secteurs mines, agriculture et hydroélectricité comme points d'entrée. Les investissements dans le secteur minier sont déjà programmés, les services de sous-traitance à recruter connus des entreprises qui sont prêtes à développer les capacités locales pour minimiser leurs coûts. La plupart des entreprises du secteur minier opérant en Guinée ont l'expérience pertinente pour avoir mené des opérations similaires ailleurs.

TROISIEME PARTIE : LES CONTRAINTES ET DEFIS QUE LA GUINEE DOIT SURMONTER ET LES ATOUTS ET POTENTIALITES SUR LESQUELS ELLE PEUT COMPTER

La Guinée a tardé à amorcer un développement économique et social profitable à ses populations. Cette situation est la résultante de plusieurs contraintes, dont l'instabilité politique et institutionnelle et la mal gouvernance. En outre, le manque de diversification exacerbe la vulnérabilité de l'économie guinéenne. Néanmoins, avec une population jeune, et ses ressources naturelles, la Guinée dispose de facteurs essentiels pour un développement rapide. La vision et ses stratégies de mise en œuvre reposent sur une bonne connaissance des contraintes et des atouts de la Guinée.

Chapitre 3.1. Les contraintes et défis

Les défis auxquels doit faire face le gouvernement de la Troisième République sont énormes. Les enjeux concernent tous les secteurs d'activité puisque la vision se fonde sur une dynamique de croissance accélérée et diversifiée qui profite à toutes les couches de la population.

La faiblesse des infrastructures et des services d'accompagnement du développement

Les insuffisances des infrastructures de communication et de transport constituent pour le moment une des principales contraintes à l'amélioration de la productivité. A l'intérieur du pays, beaucoup de zones de productions agropastorale, halieutique ou forestière restent lourdement affectées par le manque d'infrastructures routières vers les marchés. Depuis la disparition de la compagnie guinéenne d'aviation, il n'existe quasiment plus de moyens de transport aérien pour assurer des liaisons entre villes de l'intérieur. Le transport ferroviaire pour voyageurs est inexistant.

Par ailleurs, la disponibilité et l'accès aux sources d'énergie et à l'eau, constituent une préoccupation majeure pour la compétitivité.

Un déficit avéré dans la gouvernance

Un demi-siècle de mal gouvernance a entraîné des dysfonctionnements institutionnels et une faible performance des administrations publiques qui empêchent le développement rapide du secteur privé. L'administration publique s'est révélée incapable de jouer son rôle d'accompagnement et de régulation de l'économie nationale. Malgré des réformes successives pour réduire son poids budgétaire et améliorer son efficacité, elle reste caractérisée par un effectif pléthorique, un bas niveau de salaire, et des capacités de management faibles. Les programmes de formation ne sont pas articulés de manière à répondre à l'impératif d'adaptation des compétences aux mutations économiques. Les processus de recrutement et de promotion ne sont pas encore fondés sur la compétence et le mérite.

La faiblesse des ressources humaines

L'insuffisance de ressources humaines de qualité qui prévaut en Guinée est une contrainte majeure pour la croissance. Le système éducatif a montré ses limites dans la fourniture de compétences techniques et professionnelles nécessaires au développement d'entreprises compétitives. Mais cela concerne aussi les services de santé qui ne sont pas à même de maintenir une main d'œuvre productive.

Un climat des affaires peu propice au développement du secteur privé

L'environnement des affaires en Guinée est encore peu incitatif et freine le développement du secteur privé. Le rapport « Doing Business 2011 » classe la Guinée 179ème sur 183 pays. En effet, l'environnement des affaires ne s'est pas amélioré en Guinée au cours de la deuxième moitié des années 2000s, contrairement à l'évolution observée dans plusieurs pays de la sous-région. Les

conditions de création d'entreprise, d'octroi de permis de construire, de protection des investisseurs et de paiement des impôts ont stagné ou se sont dégradées depuis 2008. Les problèmes d'infrastructures (transport, télécommunications, eau, électricité) et une éducation souvent inadaptée de la population active sont également des contraintes majeures. Le faible développement des services financiers et les difficultés d'accès au crédit, dont les coûts sont très élevés, limitent les opportunités de création d'affaires et la rentabilité des entreprises existantes. A cela s'ajoutent les carences du système judiciaire qui ne répond pas aux impératifs de protection des personnes et des biens. Le poids élevé de la fiscalité sur les entreprises est aussi un obstacle à l'expansion du secteur privé moderne.

Chapitre 3.2. Les atouts et les potentialités

La Guinée regorge de ressources naturelles abondantes et diversifiées et elle a amorcé une phase démocratique de son évolution politique qui pourrait lui permettre de mettre en œuvre avec succès une stratégie de diversification de son économie.

La Guinée possède trois atouts naturels principaux :

Le premier est l'étendue de ses ressources en eau

La Guinée est reconnue comme étant le « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest » – d'où partent vers les pays de la sous-région les fleuves Niger, Sénégal, et Gambie. Les ressources en eau constituent non seulement un point de départ propice au développement de l'agriculture, mais aussi un potentiel hydroélectrique important qui pourrait fournir une énergie abondante, économique, propre et renouvelable à la Guinée et à ses voisins. L'hydroélectricité permet également d'allonger la chaîne des valeurs dans le secteur minier.

Les minéraux sont le deuxième atout du pays

La Guinée possède les gisements de bauxite les plus vastes et à plus haute teneur du monde, ainsi que le plus grand gisement non développé de minerai de fer, en plus de l'or, des diamants et d'autres pierres et métaux précieux. La valeur à l'exportation du minerai de fer découvert est estimée entre 9 et 11 milliards de dollars américains par an. Ce potentiel est certainement sous-évalué, car la prospection minière est encore limitée. La prospection pétrolière en mer est en cours. Il est probable que les champs pétrolifères s'étendent, eu égard aux découvertes récentes au large du littoral ouest-africain. En 2005, déjà, les ressources naturelles connues de la Guinée par habitant s'estimaient à plus de trois fois la moyenne de l'Afrique subsaharienne

Les dotations agro-écologiques considérables constituent le troisième atout naturel

Le pays bénéficie d'une saison des pluies relativement longue, s'étendant sur 5 à 8 mois suivant les régions, avec des précipitations annuelles variant entre 1200 mm et 4000 mm qui fournissent environ 400 milliards de m³ d'eau. Le potentiel en terres arables est évalué à 6,2 millions d'hectares dont seulement 26% sont cultivées annuellement. Les domaines aménageables pour l'irrigation sont évalués à 364 000 ha dont seulement 9% sont aménagés. Le pâturage est abondant, riche et diversifié avec 350 espèces fourragères répertoriées. Il existe environ 70.000 km² de pâturage, soit 27% de la totalité des terres. Enfin, 300 km de côtes offrent des opportunités d'accès à des ressources halieutiques abondantes estimées entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an. Le potentiel aquacole est également important.

La mise en valeur des ressources naturelles peut être facilitée par une position géostratégique, ainsi qu'une conjoncture nationale et internationale favorables. La Guinée est l'un des pays à faible revenu les plus près des marchés importants de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Dans la sous-région, son accès à la mer offre des opportunités de désenclavement à plusieurs pays de l'hinterland. Sa proximité avec l'économie pétrolière et de grande taille du Nigeria est un autre atout. L'arrivée d'un régime démocratique présente, après des décennies de régimes autoritaires

et militaires, une nouvelle occasion de progrès, un nouveau départ. La réforme des forces de défense et de sécurité engagée et les perspectives de renforcement du consensus politique national constituent des facteurs qui permettront l'établissement d'un climat apaisé favorable à l'exploitation des atouts du pays. Au niveau international, la tendance haussière des prix des matières premières est propice au développement du potentiel agricole et minier.

EN GUISE DE CONCLUSION

La Guinée est à la croisée des chemins. L'échec des politiques mises en œuvre jusqu'à fin 2010 appelle à l'approfondissement de la réflexion pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement visant à faire de la Guinée un pays émergent. Les jalons essentiels de cette démarche ont été exposés plus haut. Ce Forum est le lieu d'affiner les questions pour apporter des réponses pertinentes aux contraintes identifiées dans la mise en œuvre de la vision pour l'émergence. La richesse et la variété des compétences guinéennes et étrangères représentés par les éminents intellectuels et professionnels du développement qui ont répondu à notre invitation permettront de trouver les ajustements certainement nécessaires pour enrichir la vision et parfaire ses instruments.

L'échec ne nous est plus permis, eu égard aux enjeux nationaux et sous-régionaux. Au plan intérieur, la tendance ascendante de la pauvreté doit être inversée rapidement pour assurer la paix et la stabilité. Au plan sous-régional, la Guinée doit réussir rapidement la convergence pour être au rendez-vous de l'intégration sous-régionale. Finalement une exploitation anarchique des potentialités de la Guinée pourraient avoir des conséquences néfastes sur le développement des pays de la sous-région.

Compte tenu de ces enjeux, il est important que le peuple de Guinée, mobilisé autour de la vision d'émergence du Président de la République, reçoive le soutien de la communauté internationale.

SÉANCE 1 : GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, VALORISATION DU POTENTIEL MINIER ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE: UN AGENDA DE TRANSFORMATION POUR LA GUINÉE

Questions clés de la session

- Quelles stratégies mettre en place pour s'assurer de tirer le meilleur profit des investissements miniers pour le développement d'autres secteurs économiques (maximisation du contenu local à travers la sous-traitance et le partenariat, les investissements dans les infrastructures, fonds d'investissement spécial, fonds de garantie, crédit bail, société de capital risque, développement de chaînes de valeurs, développement de chaînes de valeur à travers la création d'entreprises en amont et en aval, environnement des affaires de qualité...)?
- Comment transformer le potentiel minier en d'autres formes de capital (humain, social, physique, financier) qui peuvent conduire à un processus de développement plus inclusif?
- Comment favoriser le développement d'un secteur extractif transparent et redevable dans lequel la rente minière est optimale ?
- Comment prendre en compte les enjeux environnementaux liés à la transformation du potentiel minier ? Comment intégrer la responsabilité sociale d'entreprise et le rôle de la société civile dans le règlement des conflits entre les sociétés minières et les communautés ?
- Comment améliorer la capacité de l'Etat à gérer la richesse minière et ses conséquences (politiques macroéconomiques appropriées, processus d'attribution transparent, compétitif et efficace de permis et de blocs, prévention de la corruption, réponse au problème de différentiel de capacité et d'information entre l'Administration et les compagnies minières...)?

Résumé de l'état des lieux, des politiques et des enjeux du secteur en Guinée

Grâce aux vastes potentialités minières de son sous-sol et, en particulier, aux très importantes ressources en bauxite (de un à deux tiers des réserves mondiales selon les estimations) et en minerai de fer de haute qualité, la Guinée pourrait réaliser à une croissance réelle du PIB forte et durable et rejoindre le peloton des pays émergents, avec un secteur minier capable de fournir la demande et le marché pour une diversification rapide de l'économie. Force est toutefois de constater que depuis l'indépendance du pays en 1958, l'exploitation de ces richesses est restée relativement faible et que son bilan est donc loin d'avoir comblé les attentes, en termes de retombées économiques réelles.

C'est pour corriger cette réalité, que le Président de la République a très tôt dégagé une vision claire dans son programme, concernant la valorisation du potentiel minier de la Guinée. Cette vision est celle du développement d'un secteur minier conçu pour être le moteur de la croissance économique du pays dans le long terme, en assurant des répercussions positives des investissements du secteur, notamment dans le domaine des infrastructures, dans le secteur agricole, dans le développement des petites et moyennes entreprises et dans l'accroissement des recettes de l'Etat, pour diversifier l'économie, promouvoir les activités de production ou de transformation à forte valeur-ajoutée et créer de l'emploi. Cette vision ambitionne ainsi un développement économique fort, inclusif, notamment pour les communautés voisines des zones minières, et respectueux à la fois des intérêts des investisseurs internationaux et de l'environnement.

De manière plus concrète, la mise en œuvre de cette vision a jusqu'ici été déclinée selon trois axes principaux :

- la réforme du cadre légal et réglementaire, y compris une gestion plus rigoureuse du patrimoine minier, visant à éviter le gel des ressources et la corruption, un régime fiscal compétitif et équilibré, une prise de participation de l'Etat dans tous les projets, et des dispositions relatives à la création d'emplois, à la sous-traitance nationale, aux relations avec les communautés locales et à l'environnement, ainsi qu'une série d'autres mesures destinées à garantir que le développement du secteur minier génère des effets positifs sur le reste de l'économie ;
- associée à coté cette modernisation du cadre juridique, la revue des titres et contrats miniers vise à aligner, ou du moins résorber l'écart entre, les conventions existantes et le nouveau Code minier, selon des procédures transparentes et une approche visant à créer un cadre de confiance pour tous les investisseurs. Le résultat de ces travaux, accompagné d'un audit professionnel du cadastre minier, cherchera à poser les bases d'une valorisation du sous-sol bénéfiques à l'ensemble des acteurs;
- En parallèle le gouvernement poursuit le développement de nouveaux grands projets miniers intégrés dans lesquels l'Etat est un partenaire à part entière, y compris son partenariat avec Rio Tinto pour l'exploitation du gisement de fer de Simandou, une des plus importantes et des plus riches réserves de minerai de fer inexploité au monde, et la mise en place des infrastructures de transport associées, notamment un chemin de fer transguinéen et un important port, et le développement du réseau routier.

Si le premier élément pose les bases d'une gestion renouvelée du patrimoine minier du pays, sa mise en œuvre se heurte à plusieurs contraintes, tant exogènes qu'endogènes. Tout d'abord, traduire cette vision ambitieuse en un plan d'actions fonctionnel est complexe, en particulier pour s'assurer de valoriser au mieux le potentiel minier pour faire croître et diversifier l'ensemble de l'économie guinéenne. Cela implique notamment de répondre à des questions difficiles telles que:

- Comment concevoir au mieux les plans d'infrastructures (chemins de fer, réseau routier et ports) à cet effet ?;
- Jusqu'où remonter dans la chaîne de valeur et sur quelle échelle de temps ?;
- Comment prioriser les projets miniers en fonction de leur apport à l'économie nationale ?; et peut-être encore de manière plus critique,
- Quels types de modèles de financement doivent être mis en place et comment attirer les capitaux privés aux cotés de ceux de l'Etat?

De nombreux pays ont échoué ou fait face à de sérieuses difficultés dans cette entreprise et le plan d'actions précis pour que la Guinée puisse répondre au mieux à ces enjeux difficiles doit encore être précisé.

Ensuite, modifier les mauvaises pratiques établies par les différents régimes passés est un véritable défi. Il l'est d'autant plus que dans le contexte guinéen, les capacités nécessaires à l'administration publique pour traiter et coordonner les traitements de ces sujets, et en particulier pour négocier sur un pied d'égalité avec les sociétés minières, ne sont pas réunies. La tendance baissière du marché mondial des minerais et métaux rend par ailleurs plus complexes les discussions avec les sociétés minières.

Ce dernier point contribue également à limiter la marge de manœuvre de la Guinée dans sa volonté de développer rapidement l'exploitation de plusieurs grands projets miniers intégrés du fait de la pression auxquelles font face la plupart des sociétés pour réduire leurs investissements. En outre, la question du modèle de financement de la part guinéenne dans les projets miniers, et en particulier les infrastructures, est un obstacle majeur à lever, plus encore du fait de la participation que l'Etat guinéen entend détenir dans chaque projet minier selon les dispositions du nouveau code.

Au-delà de ces trois priorités dont la mise en œuvre a été bien entamée lors les 18 premiers mois de mandat du Président de la République, il reste beaucoup à faire et d'importantes mesures sont en cours d'examen. Enfin, comme dans le cas de nombreux pays en développement riches en ressources naturelles, ces activités complexes et essentielles pour le futur de la Guinée, ainsi que la gestion des répercussions macroéconomiques bien connues de la forte croissance du secteur minier (Syndrome hollandais) doivent être menées par une Administration Publique faisant face à des déficits de capacité importants et dont les compétences et le fonctionnement doivent donc être renforcés rapidement.

SÉANCE 2 : AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PROMOTION DES EXPORTATIONS AGRICOLES

Questions clés de la session

- Quelles mesures l'Etat peut-il mettre en place pour attirer des financements privés, étrangers et nationaux, dans le développement agricole en particulier les exportations agricoles?
- Comment s'assurer que les investissements privés créent de la valeur ajoutée pour le pays et les communautés (par exemple : conditions pour les accords de mise en valeur de terres) ?
- Comment prendre en compte dans ce processus les intérêts des petits exploitants agricoles qui sont en grande majorité piégés dans la trappe à pauvreté ? Quels partenariats à mettre en place entre le secteur privé et les petits exploitants pour permettre à ces derniers l'accès aux marchés, aux financements et aux technologies?
- Quel devrait être le rôle du Gouvernement dans le secteur agricole étant donné les expériences d'intervention de l'Etat sur les marchés agricoles dans d'autres pays ?
- Quels sont les arbitrages principaux entre les enjeux de sécurité alimentaire et le développement de l'agriculture d'exportation?
- Quelles sont les arbitrages entre les subventions à la consommation urbaine de produits alimentaires et les appuis ordonnés au développement agricole national?
- Quel rôle pour les partenaires au développement (aide à l'adoption des technologies, appui institutionnel, programmes d'amélioration de l'accès au marché, financement des équipements et des projets de développement agricole/rural et des campagnes de distribution des intrants et de commercialisation...)?

Résumé de l'état des lieux, des politiques et des enjeux du secteur en Guinée

L'agriculture est le principal secteur d'activité de près de 80% de la population guinéenne et constitue la plus importante source de revenus pour 57% des ruraux. La Guinée dispose d'importantes ressources agricoles, pastorales, forestières, et halieutiques. La superficie de terres arables non exploitées est importante, les sols de bonne qualité, et le climat est propice à la culture de nombreuses spéculations agricoles. Ce potentiel présente la capacité, à la fois, d'assurer l'auto-suffisance alimentaire de la population et de dégager des revenus d'exportation importants, notamment par le biais des cultures de rente.

Toutefois, ce potentiel reste encore largement inexploité. L'illustration la plus marquante a été la nécessité pour la Guinée d'importer près de 25% du riz consommé au cours des dernières années, alors qu'elle possède les capacités d'être un exportateur majeur de céréales. Le potentiel en terres arables est évalué à 6,2 millions d'hectares, dont la part cultivée annuellement atteint à peine 26%. Les domaines aménageables propices à l'irrigation sont évalués à 364 000 ha dont seulement 9% sont aménagés. Les eaux maritimes sur 300 km de côtes offrent des opportunités d'accès aux ressources halieutiques dont le potentiel exploitable est estimé entre 150.000 et 250.000 tonnes de poissons par an.

L'agriculture de type familial et de subsistance reste ultra-dominante et 90% des exploitations ont une taille inférieure à 3 hectares avec un faible niveau d'équipement. Dans l'ensemble, la contribution des principales composantes du secteur agricole à la croissance de l'économie et à la réduction de la pauvreté demeure faible et les activités sont peu dynamiques. Cette faible performance est imputable à des contraintes majeures, d'ordre structurel, technique et institutionnel

et au manque de financement qui pèsent sur le développement de l'agriculture guinéenne dont le taux de croissance annuel est passé en moyenne de 5% an au cours de la seconde moitié des années 90 à 3% pendant la dernière décennie.

Parmi ces contraintes, le manque de modernisation du secteur, qui s'est replié vers une agriculture extensive de subsistance et a été largement laissé à lui-même lors des 30 dernières années, après deux décennies de politique dirigiste à la suite de l'indépendance, est une des principales barrières à la valorisation du potentiel agricole de la Guinée. Cette faible modernisation est présente tant en amont de la chaîne de valeur au niveau des techniques et matériels d'exploitation utilisés (faible accès aux intrants et aux équipements mécanisés), qu'en aval, avec l'ampleur des pertes post-récolte et l'absence d'agro-industries. Les aménagements publics, notamment pour la maîtrise de l'eau et le transport, font également largement défaut.

La faible modernisation du secteur est, avant tout, la conséquence de l'absence d'incitations des producteurs qui opèrent dans un environnement qui ne leur permet pas d'écouler leurs récoltes. En effet, les difficultés d'accès aux marchés agricoles, à cause du déficit en infrastructures, de l'enclavement de nombreuses zones de production et des distorsions sur les marchés agricoles, notamment les restrictions au commerce des produits agricoles et le contrôle des prix, limitent les incitations des producteurs à produire au delà des quantités nécessaires à l'autosuffisance du ménage. Par ailleurs, les difficultés d'accès au foncier et plus encore la sécurisation insuffisante des droits fonciers constituent un frein majeur à l'investissement privé nécessaire pour mettre en place des systèmes d'exploitation plus intensifs et plus durables.

Dans le domaine de l'agriculture d'exportation, le désengagement de l'Etat, qui n'a pas été suivi d'une reprise en main suffisante par le secteur privé, notamment du fait du difficile climat des affaires en Guinée, a donné lieu à une désagrégation progressive des filières de production. Les enjeux principaux pour la relance de celles-ci sont les importants besoins en investissements, le manque de structuration des filières et le faible niveau de compétences des acteurs.

L'agriculture est un des axes de développement principaux dans la vision de développement des nouvelles autorités, dans laquelle le secteur agricole se positionne comme un des deux piliers pour faire de la Guinée un pays émergent. Le Président de la République a ainsi affiché une volonté politique forte de dynamiser le secteur et a initié une politique agricole axée sur les quatre axes suivants :

- i. un programme volontariste d'appui direct aux petits exploitants agricoles initié lors de la campagne de 2011-2012 et poursuivi cette année . Ce programme a permis d'accroître le taux de croissance réelle du PIB agricole à 8% en 2011. Il a notamment augmenté avec succès les quantités de céréales produites, y compris le riz, et contribué ainsi à diminuer le déficit alimentaire du pays (baisse des importations commerciales en 2012 de près de 30% par rapport à 2010), grâce à l'importation et à la distribution d'intrants agricoles et de semences améliorées à des prix subventionnés, et à la mise en place d'un mécanisme d'achat de la production par l'Etat pour soutenir les revenus de paysans, ainsi qu'à l'importation de machines agricoles en 2012;
- ii. la mise en place d'un grand programme d'investissements, le Plan national d'Investissement pour l'Autosuffisance et la Sécurité Alimentaire (PNIASA) pour appuyer les producteurs dans les domaines clés identifiés (riziculture, diversification des filières, redéveloppement des cultures d'exportation, amélioration de la qualité des services agricoles disponibles, etc.);
- iii. la mise en valeur des terres, à travers des aménagements, notamment au niveau de la maîtrise de l'eau et de la construction ou de la réhabilitation de pistes rurales : le nouveau gouvernement a accéléré l'exécution et la clôture des projets d'aménagement rural intégrés

précédemment initiés et est en train de finaliser les études et la mobilisation du financement pour plusieurs projets régionaux d'appui intégré au développement rural;

iv. la mobilisation de capitaux privés pour valoriser le patrimoine agricole guinéen : en particulier des discussions sont en cours avec des sociétés issues des pays dits des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et associés (Malaisie, Thaïlande...), pour la mise en place d'investissements dans les cultures d'exportation, les bio-intrants, etc, afin de bénéficier du transfert d'expériences de ces pays ayant développé de grandes capacités agricoles et agroalimentaires.

Si la volonté politique et les programmes de soutien mis en œuvre par les nouvelles autorités ont permis une augmentation de la production et une redynamisation du secteur, de nombreuses questions de fonds restent posées. Une des principales réflexions porte sur la définition du rôle de l'Etat, notamment dans le cadre de la politique pour l'autosuffisance alimentaire, de la régulation des marchés, ou encore de la relance de l'agriculture d'exportation. La viabilité de subventions importantes d'intrants, de semences améliorées et de matériel agricole devrait être également examinée. A cet effet, le gouvernement entreprendra, avec l'appui des bailleurs de fonds, une évaluation des campagnes agricoles 2011-12 et 2012-13 par un cabinet d'experts indépendants, avec l'objectif de comparer les actions entreprises avec les meilleures pratiques internationales et de formuler un plan d'actions pour l'organisation de l'agriculture guinéenne. Une table ronde sera organisée avec tous les acteurs du secteur et les partenaires au développement pour examiner les conclusions et recommandations de l'étude.

Les conditions et modèles à mettre en place afin d'attirer les capitaux privés dans le secteur agricole, tout en s'assurant que ces investissements privés créent de la valeur ajoutée pour le pays et les communautés, restent également à préciser.

Etant donné l'importance de la population rurale et agricole, le gouvernement mène également une réflexion pour déterminer les politiques et outils pour permettre aux petits exploitants agricoles, dont la grande majorité est piégée dans une trappe à pauvreté, d'améliorer leur capacité de production et de commercialisation, notamment à travers un meilleur accès aux marchés, aux financements et aux technologies. Enfin les questions d'incitations pour les producteurs, et en particulier les questions de la sécurité foncière et de l'encadrement du marché présentent une grande complexité du fait de l'héritage historique et coutumier et des importants enjeux sociaux liés à ces questions.

SÉANCE 3: ENERGIE, INFRASTRUCTURES, TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET INTÉGRATION RÉGIONALE

Sous-session 3.a :

Énergie - Réforme et redressement du secteur électrique et investissements pour le futur

Questions clés de la session

- Quelle séquence optimale pour la réforme et le développement du secteur de l'énergie afin d'assurer des progrès rapides, viables et à coût raisonnable de la quantité et qualité de l'offre (évolution de la régulation, réforme d'EDG, investissements à court terme dans la distribution, transmission ou dans la production, développement de petites unités de production hors réseau interconnecté ou de capacités importantes reliées au réseau interconnecté)?
- Comment réussir la réforme du cadre institutionnel – leçons et meilleures pratiques.
- Quels pré-requis et quels modèles pour permettre la mobilisation de capitaux privés pour financer l'extension des capacités de production?
- Quelles opportunités dans les énergies vertes en termes de production à coût maîtrisé et de mobilisation de financements?

Résumé de l'état des lieux, des politiques et des enjeux du secteur en Guinée

L'état des lieux du secteur énergétique en Guinée fait apparaître un paradoxe, avec d'un côté un important potentiel de production d'électricité à bas coût et non polluante et, de l'autre, une capacité de production opérationnelle à date ne couvrant qu'une très faible partie de la demande d'électricité de la population et de l'économie guinéenne, à tel point que l'accès à l'électricité représente une contrainte majeure sur le développement économique et social du pays.

Le développement du secteur a été, et reste, freiné à la fois par (i) les difficultés à mobiliser les importants financements pour les investissements nécessaires au niveau des infrastructures de production, de transport et de distribution de l'électricité ; et par (ii) une gouvernance défailante, notamment au niveau du cadre réglementaire et au niveau de la société publique d'Électricité de Guinée (EDG). De plus, le secteur pèse de plus en plus sur les finances publiques, du fait de coûts de production élevés (part importante des centrales thermiques), de pertes techniques et non techniques importantes, de tarifs de vente largement inférieurs aux prix de revient, et d'une mauvaise gestion commerciale.

Les opportunités sont pourtant énormes. La Guinée présente en effet un important potentiel énergétique encore inexploité pour l'essentiel. Grâce à ses imposantes ressources hydroélectriques, elle dispose du potentiel (i) de développer sur son sol l'énergie nécessaire à d'importantes activités industrielles et de transformation des produits miniers (y compris la transformation de la bauxite en alumine et l'électrolyse de l'aluminium) très grosses consommatrices d'électricité, et (ii) de devenir un exportateur majeur d'énergie au sein de la sous-région. Par ailleurs, l'identification d'une multitude de sites aménageables en micro- ou mini-barrages hydroélectriques représente une opportunité importante pour électrifier à faible coût des villes de l'intérieur du pays, ainsi que des zones rurales ou semi-rurales, notamment en tant qu'alternative à l'extension du réseau interconnecté.

Pour tirer parti de ce potentiel, de nombreuses actions de redressement du secteur sont en à entreprendre et des investissements importants sont nécessaires. Le développement d'une production énergétique plus importante et à moindre coût afin de répondre aux besoins des

populations et de l'économie fait partie des principales priorités du Président, le Professeur Alpha Condé et les nouvelles autorités ont consenti d'importants efforts pour combler une partie des carences. Ainsi, une série d'actions essentielles ont été engagées pour résorber le déficit de production à court terme, mais aussi pour se préparer, dans l'avenir, à couvrir la demande intérieure d'électricité de manière satisfaisante et à envisager des exportations d'hydroélectricité. Il s'agit de :

- i. la réhabilitation d'une partie importante du parc de production qui était à l'arrêt ou en risque d'arrêt;
- ii. l'acquisition et l'installation en cours de nouvelles unités de production thermiques à hauteur de 100 MW pour répondre à la demande à court terme, en attendant la montée en puissance du parc de production hydroélectrique dont les délais de réalisation sont plus longs;
- iii. le financement et le lancement de la construction du barrage de Kaleta, d'une capacité de production installée de 240,5 MW dont la première livraison d'électricité sur le réseau est prévue en 2015 et la fin des travaux en 2016;
- iv. le lancement de programmes de réhabilitation des réseaux de distribution de trois communes de la ville de Conakry et de plusieurs villes de l'intérieur.

Toutefois devant les nombreux défis restant à relever, définir la séquence des priorités est un exercice difficile. La vision à moyen et long terme est claire : mettre en valeur le potentiel hydroélectrique du pays pour produire une électricité abondante, propre et à faible coût, et étendre le réseau interconnecté sur le territoire national, mais aussi assurer la jonction de ce réseau national avec ceux des autres pays de la sous-région ouest africaine. Traduire cette vision en plan d'actions est plus complexe : Faut-il donner la priorité au développement des capacités de production thermiques, aux infrastructures de transport, à l'amélioration des réseaux de distribution et des capacités de facturation et de recouvrement, à l'adaptation du cadre législatif et réglementaire, à la réforme institutionnelle du secteur, notamment la nature juridique et les statuts d'EDG, au financement des études pour les mega-barrages qui produiront l'essentiel de l'électricité à terme?

La stratégie actuelle met l'accent sur la résolution des problèmes urgents les plus critiques, en particulier au niveau de la production et de la distribution, tout en posant les bases de la vision à long-terme (construction du barrage de Kaléta et études pour la réalisation de futurs barrages). Cependant, de nombreuses questions restent posées pour définir, avec plus de précision, la séquence des actions des dix prochaines années. Un comité de suivi du plan de redressement du secteur de l'électricité a été créé, sous l'autorité du Premier Ministre, pour veiller, entre autres à la cohérence interne de cette séquence.

En premier lieu, malgré le soutien d des partenaires au développement, la mobilisation des financements nécessaires aux importants travaux d'infrastructures envisagés est délicate. En effet, les pertes importantes du secteur, les contraintes budgétaires de l'Etat et la difficile mobilisation de financements privés (PPP, y compris BOT) du fait notamment de la situation d'insolvabilité d'EDG et du cadre législatif et réglementaire limitent les actions qui peuvent être mises en œuvre rapidement. Déterminer les conditions pour permettre de mobiliser les capitaux privés, notamment en s'appuyant sur la demande en énergie du secteur minier, s'avère ainsi particulièrement important. Maitriser en détail les modèles de financements innovants, mobilisant différents types de partenaires, de bailleurs et de capitaux, est également une absolue nécessité.

Ensuite, la réforme du cadre réglementaire du secteur et en particulier de la société nationale EDG est un préalable aux objectifs de désengagement progressif de l'Etat des activités commerciales dans le secteur de l'énergie et d'ouverture du secteur à la concurrence. Si le principe d'une réforme d'EDG a été décidé et que les bases en ont été posées avec l'adoption du plan de redressement

du secteur de l'électricité, il reste des questions à résoudre sur la meilleure manière d'aboutir à une société bien gérée, financièrement saine, perçue comme solvable par les opérateurs privés, capable ainsi de passer des accords d'achat d'électricité, et en mesure d'accueillir des capitaux privés à moyen terme. Les enjeux sociaux liés aux tarifs de l'électricité rendent par ailleurs ces questions plus délicates encore. Le gouvernement envisage de d'associer EDG à un partenaire stratégique à EDG, dans le cadre d'un contrat de gestion ou d'assistance technique, avec l'appui des partenaires au développement, pour résoudre ces questions de la meilleure façon.

Sous-session 3.b : Priorisation, coordination et modèles de financement des infrastructures

Questions clés de la session

- Comment définir les priorités d'investissement face à des besoins immenses dépassant les capacités de financement (notamment investissement vs. maintenance) ?
- Quelles mesures et modèles pour favoriser la mobilisation de capitaux privés (sociétés minières, investisseurs) pour le développement des infrastructures ?
- Comment améliorer la qualité de service des infrastructures publiques (ports, aéroports, chemins de fer, routes, voiries urbaines et équipements socio-économiques) et la performance de l'Administration Publique dans la gestion et le contrôle de l'exécution des projets d'infrastructures ?
- Comment favoriser l'émergence locale d'un secteur de la construction et de l'ingénierie performant sans mettre en danger la qualité des projets de construction en cours ou à venir ?

Résumé de l'état des lieux, des politiques et des enjeux du secteur en Guinée

Un des principaux obstacles au développement de l'économie guinéenne réside dans l'insuffisance et la mauvaise qualité des infrastructures, que ce soit au niveau des réseaux de transport, de la fourniture d'électricité, ou encore de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. En effet, la Guinée présente un déficit important dans quasiment toutes les catégories d'infrastructures. En particulier, la capacité de production, de transport et de distribution de l'électricité ne permet de répondre qu'à une faible partie de la demande d'énergie ; les difficultés de transport à Conakry ont un coût économique et social majeur, le réseau routier fiable ne dessert pas l'ensemble du territoire national, et une partie des zones de production agricole demeurent enclavées ; le port de Conakry dispose d'une capacité d'accueil limitée par rapport à son potentiel et à la demande et connaît des problèmes d'exploitation qui rendent le manque d'infrastructures portuaires plus criard encore ; les besoins en termes d'habitat et d'hôtellerie sont loin de pouvoir être satisfaits.

Ainsi malgré des potentiels énormes, le développement du secteur minier, notamment les activités de transformation, souffre de la pénurie d'énergie, l'agriculture est contraint par les difficultés d'accès aux marchés urbains et extérieurs, du fait de la mauvaise qualité des réseaux de transports ; et le tissu industriel reste embryonnaire, tant au niveau des grosses industries que des PME, du fait de l'ensemble de ces facteurs.

En plus d'entraver le développement économique du pays, cette faiblesse des infrastructures a des conséquences majeures sur le bien-être des populations (accès à l'eau, à l'électricité ou aux transports en particulier) et contribue à créer des tensions sociales importantes.

Cette situation est en premier lieu la conséquence de la faiblesse des investissements dans de nouveaux actifs au cours des décennies passées, mais aussi d'un manque d'entretien des infrastructures et des équipements existants. Cette dégradation des infrastructures pourrait conduire à la nécessité de procéder à des arbitrages entre de nouveaux investissements et la maintenance requise de l'existant, notamment dans les transports et l'électricité.

Dans le cadre du programme d'actions et d'interventions stratégiques mis en place par le gouvernement, une place prépondérante est accordée aux infrastructures en vue de promouvoir et qualifier les échanges, de faciliter et soutenir la croissance et de satisfaire les besoins en services de base des populations. Ainsi, depuis l'arrivée au pouvoir du Professeur Alpha Condé, de nombreux projets ont été initiés pour résorber les manques les plus critiques et notamment de manière illustrative et non exhaustive dans les secteurs suivants :

- dans le secteur de l'énergie, de nombreux projets ont été lancés selon 3 axes principaux : la réhabilitation des capacités de production existantes (thermiques et hydroélectriques) ; le développement de nouvelles capacités de production (adjoinction thermique de 100 MW, barrage hydroélectrique de Kaleta...) et la réhabilitation et développement des capacités de transports et des réseaux de distribution à Conakry et dans les villes de l'intérieur ;
- dans le secteur de l'eau, l'accent a été mis sur l'amélioration à court terme du ratio de la fourniture d'eau potable tant en milieu rural qu'en milieu urbain et dans un second temps sur la réalisation d'un important projet devant résorber le déficit de production pour la ville de Conakry ;
- dans le secteur des transports : en plus du développement des infrastructures de transports liées au secteur minier, le gouvernement s'est engagé à améliorer les liaisons routières avec les pays limitrophes et réhabiliter un grand nombre de voiries urbaines, ainsi qu'à lancer des études pour la réalisation de chemins de fer, l'extension du port de Conakry et le développement du réseau routier interurbain.

Une des principales difficultés est de mobiliser les financements nécessaires à ces travaux d'infrastructures. Tout d'abord, les capacités de financement de l'Etat sont limitées, dans le cadre du programme économique visant à réduire l'inflation et le recours aux financements privés est rendu difficile par l'absence d'un véritable marché financier et d'un cadre juridique pour les partenariats publics-privés (PPP, y compris BOT). De plus, le financement des partenaires au développement est limité par la faible capacité d'absorption de la Guinée, et par la raréfaction des fonds disponibles, dans un contexte de crise financière en Europe et aux Etats Unis. La création d'un Fonds Spécial d'Investissement pour le financement des infrastructures à partir de recettes minières exceptionnelles de l'Etat est permettra de maintenir un niveau satisfaisant d'investissement public en 2013-14.

Une partie importante des nouveaux investissements initiés lors des 18 derniers mois ont été financés sur la base d'accords de financement avec les banques de développement chinoises, lesquelles sont liées à la réalisation des travaux par des sociétés chinoises. Si cette source de financement a permis la mise en œuvre rapide de plusieurs chantiers d'importance, il est essentiel d'explorer les possibilités de diversification des modes de financement pour ne pas être dépendant d'un seul partenaire, tant sur le plan financier que sur le plan technologique.

Au delà de la question du financement, la priorisation des investissements, dans un contexte de besoins immenses, mais aussi de capacités financières limitées, demeure un défi important. La coordination de l'exécution des projets, notamment le suivi des délais et de la qualité, doit également être profondément améliorée. Une réforme visant à augmenter la transparence et l'efficacité des marchés publics et à renforcer les fonctions de contrôle et de régulation des passations de marchés a été initié, avec l'adoption du nouveau Code des marchés.

Ensuite, comme illustré par la dégradation avancée des infrastructures, il est crucial, non seulement de prévoir des efforts financiers dans le budget de l'Etat pour la maintenance des actifs, mais aussi de mettre en place une organisation institutionnelle adéquate permettant d'assurer une gestion efficiente de ces fonds. A cet égard, les performances des entreprises parapubliques, comme la société publique d'énergie EDG et la société publique de télécommunications SOTELGUI, doivent

être améliorées de manière à rationaliser la gestion des actifs et améliorer l'exécution des nouveaux projets.

Enfin, malgré les progrès réalisés pour renforcer l'environnement stratégique et réglementaire dans les télécommunications et l'habitat, le cadre stratégique et réglementaire doit encore être largement amélioré pour les services d'infrastructures. Il faudra notamment clarifier les rôles et responsabilités des principaux acteurs, comme les ministères de tutelle et/ou des agences de régulation et renforcer leurs capacités techniques.

Parmi les nombreux enjeux, les mesures et modèles à mettre en place pour favoriser la mobilisation de capitaux privés (sociétés minières, investisseurs) pour le développement des infrastructures sont sans doute les plus complexes. Ils devraient conduire à des changements radicaux dans l'approche actuelle. Les premières bases de ces changements sont en train d'être posées avec en particulier la réflexion en cours sur la meilleure manière de tirer profit des besoins en infrastructures du secteur minier, par exemple dans le cadre du projet de chemin de fer transguinéen, et du port nécessaire à l'exportation de la production du gisement de fer de Simandou. De nombreuses questions restent toutefois encore sans réponse, notamment sur le périmètre exact du rôle de l'État, les modèles de financement pour couvrir la part guinéenne dans les infrastructures, la gouvernance, le tracé ou la localisation de ces infrastructures. Il est également nécessaire d'explorer les modèles de financement émergents, notamment ceux associant différents types de capitaux (fonds propres et dette privée, fonds publics, contribution de partenaires au développement, y compris partenaires non traditionnels et financement enclave).

Par ailleurs, le cadre législatif et réglementaire doit être réaménagé par l'introduction d'une loi sur les PPP, qui réviserait et étendrait la loi actuelle sur les BOT, et par des réglementations sectorielles afin d'augmenter l'attractivité d'une série d'investissements pour les investisseurs privés internationaux. En plus du climat général des affaires qui doit absolument être profondément amélioré, les doutes sur la capacité de recouvrement des paiements dans de nombreux secteurs, et en particulier l'énergie, les télécommunications et les transports, et la faiblesse des sociétés publiques et parapubliques qui seraient partie prenante des partenariats public-privé sont également des facteurs de risques pour de nombreux investisseurs.

Enfin l'implication du secteur privé national dans les investissements, mais aussi dans la réalisation des infrastructures, demande une mise à niveau des capacités techniques et financières de la plupart des acteurs, dont les modalités restent à explorer, notamment la possibilité de favoriser les joint-ventures avec des partenaires internationaux.

SÉANCE 4 : GOUVERNANCE, DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ: UN SOCLE POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sous-session 4.a :

Amélioration de la gouvernance et des performances de l'Administration Publique

Questions clés de la session

- Comment renforcer le système de gouvernance (arrangements institutionnels, structures) pour favoriser une gestion du potentiel minier au bénéfice de l'économie et des populations et les capacités de l'État à les mettre en œuvre?
- Quelles approches pour le développement des capacités dans l'Administration Publique (par exemple : travail sur les incitations vs sur les compétences et la formation)?
- Quels ont été les facteurs-clés de succès des programmes de renforcement de capacité dans d'autres pays ? Et pour la réforme de l'Administration publique?
- Quelles mesures pour accroître rapidement les capacités d'absorption de l'aide ? Et la qualité de l'exécution des programmes prioritaires?
- Comment utiliser l'intégration régionale et sous-régionale et la coopération sud-sud en vue de la diversification économique de la Guinée?
- Quelles politiques et organisation mettre en place en vue d'optimiser la contribution de la diaspora et des Organisations Non Gouvernementales?

Résumé de l'état des lieux, des politiques et des enjeux du secteur en Guinée

Depuis l'indépendance, la République de Guinée a été minée par des problèmes de gouvernance, avec notamment des périodes de pouvoir autocratique ou militaire, une instabilité politique récurrente et une corruption étendue à toutes les couches de l'Administration Publique dans l'impunité presque totale. Le fonctionnement des administrations publiques et des institutions de l'Etat, y compris la justice et les forces de sécurité, a été la plupart du temps problématique, avec une dégradation plus marquée au cours des deux dernières décennies.

Ces problèmes de gouvernance ont constitué le principal frein au développement économique et social du pays. Une amélioration profonde de la gouvernance est devenue une nécessité absolue pour créer des administrations publiques et des institutions capables de conduire des politiques appropriées, de fournir les services de base aux populations et de créer les conditions d'une croissance économique durable, ainsi qu'un véritable état de droit, respectueux des droits humains et garant de la sécurité et de la justice pour tous.

Les premières élections présidentielles libres de Guinée, organisées en deux tours entre juin et novembre 2010, ont ouvert un nouveau chapitre de l'histoire du pays. L'amélioration de la gouvernance fait partie des domaines prioritaires ciblés par le Président Alpha Condé et son gouvernement, avec l'objectif affiché de poser les fondations nécessaires pour renforcer et moderniser les institutions de l'État et mettre en œuvre des changements véritables pour améliorer les conditions de vie du peuple guinéen. A cette fin, le gouvernement a initié des réformes dans plusieurs domaines : l'assainissement de la gestion de la fonction publique et des finances publiques, la restructuration des forces de défense et de sécurité, et l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire.

En ce qui concerne l'Administration Publique, le Programme de réforme de l'État et de modernisation de l'Administration (PREMA) a été élaboré et validé par le gouvernement. Ce

programme propose une série d'actions selon trois axes, le développement institutionnel et l'organisation administrative ; la gestion et la valorisation des ressources humaines ; et la gouvernance économique et financière. De plus, des politiques économiques et financières rigoureuses ont été mises en œuvre de manière assidue depuis janvier 2011, avec l'appui des partenaires au développement, et les réformes de la gestion des finances publiques ont été engagées, notamment avec l'adoption et l'application de la loi organique relative aux lois de finances, de la loi sur le compte unique du Trésor et du nouveau Code des marchés, ainsi que le renforcement des audits et contrôles des finances de l'Etat.

Dans le secteur de la sécurité, un programme national définissant la stratégie de réforme du secteur est en cours de finalisation et de validation. Il est cependant important de noter que des progrès notables ont déjà été enregistrés dans ce domaine, avec notamment

- (i) le départ à la retraite de près de 4 000 militaires et des mesures d'accompagnement et de soutien,
- (ii) des avancées en vue de la mise en place d'un système de recensement biométrique des forces de sécurité, et enfin
- (iii) le maintien des forces armées dans les casernes, mettant ainsi fin à la présence répandue de soldats en armes dans les rues de la plupart des villes de Guinée.

Enfin, dans le domaine de la justice, après l'organisation des Etats Généraux de la Justice en mars 2011, une étude-diagnostic sera réalisée et un atelier de restitution et de validation tenu au début de l'année 2013 pour formuler une stratégie complète de redressement et de renforcement des capacités, avec l'appui des partenaires au développement.

Suite à ces premières étapes essentielles, le gouvernement a encore beaucoup à faire dans le domaine de la gouvernance. En tout premier lieu, les élections législatives doivent être organisées afin d'achever la transition démocratique en Guinée. Dans ce cadre, il a défini une stratégie d'amélioration et de renforcement de la gouvernance pour la période de cinq ans 2011-15) et identifié les axes et plans d'actions associés pour chaque domaine de la gouvernance, et notamment :

- la gouvernance économique, avec l'amélioration de la politique budgétaire et de la fiscalité, le renforcement de la statistique et la lutte contre la corruption et l'impunité ;
- la gouvernance politique et démocratique et la consolidation de la paix, avec le renforcement de la participation des acteurs politiques et de la société civile au processus démocratique et la mise en place de mécanismes de prévention, de gestion et de règlement des conflits ;
- la gouvernance judiciaire avec une stratégie de renforcement de la crédibilité, de l'autorité, de l'indépendance et des moyens de la justice ;
- la réforme des forces de défense et de sécurité ;
- le renforcement des capacités humaines et institutionnelles de l'administration, avec notamment la mise en place d'une politique nationale de renforcement des capacités, ainsi que d'une politique nationale de formation et de perfectionnement, et l'amélioration d'un système d'évaluation et d'incitation à la performance des personnels et des structures.

Si la vision et la stratégie du gouvernement sont relativement clairement établies, il est évident qu'améliorer en profondeur la gouvernance dans un contexte comme celui de la Guinée est un défi formidable et que les difficultés sont plus dans la manière de mettre en œuvre les changements que dans la définition des objectifs. Plusieurs questions importantes restent à résoudre et, tout en reconnaissant les spécificités du contexte guinéen, le gouvernement souhaite profiter des leçons tirées par les pays du continent et d'ailleurs dans le monde ayant eu à faire face à des problèmes de gouvernance. En particulier, une réflexion est en cours sur

- (i) les facteurs clés de succès des programmes de réforme de l'Administration Publique et de renforcement des capacités;
- (ii) les politiques et organisations qui pourraient être mise en place en vue d'optimiser la contribution de la diaspora et de la société civile; et
- (iii) les mesures à prendre à court et moyen terme pour accroître rapidement les capacités d'absorption de l'aide et la qualité de l'exécution des projets.

Sous-session 4.b : Promotion du secteur privé et amélioration du climat des affaires

Questions clés de la session

- Quelles ont été les mesures phares des pays ayant amélioré rapidement le climat des affaires?

Quelles ont été les difficultés et comment ont-elles été levées ?

- Comment assurer un meilleur transfert de compétences vers les cadres locaux ? Quelles mesures pour développer un tissu économique de PME / PMI pouvant bénéficier de contrats dans le cadre de grands projets publics et des grands projets miniers?
- Quelles mesures peuvent être prises pour inciter des sociétés étrangères à s'installer en Guinée et à développer une expertise locale?
- Comment orienter les efforts de promotion du développement industriel en Guinée notamment a travers : i) la promotion de l'innovation scientifique et technologique ; ii) la création de liens intersectoriels dans l'économie intérieure (notamment entre l'agriculture et l'industrie, les mines et les agro-industries, la manufacture et le secteur des services etc.),
- iii) la promotion de l'entrepreneuriat notamment rural et féminin;
- iv) l'amélioration des capacités structures publiques d'appui au secteur privé notamment du secteur agroindustriel;
- iv) l'adoption de politiques monétaire et budgétaire appropriées;
- v) une stabilité du taux de change et non surévalué;
- vi) l'accroissement de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures et notamment de la diaspora;
- vii) le renforcement de l'intégration régionale notamment par la production et le marché ; viii) la préservation de la stabilité politique.
- Comment articuler le secteur minier avec le reste de l'économie pour transformer les bassins miniers en bassin d'activités diversifiées?
- Comment accroître la part locale dans la fourniture de biens et services aux enclaves minières?

Résumé de l'état des lieux, des politiques et des enjeux du secteur en Guinée

De l'indépendance à 1984, la vie économique de la Guinée était dominée par une approche dirigiste. Elle a été libéralisée en 1985 et le secteur privé proclamé comme moteur de la croissance. Il s'en est suivi la mise en place d'un environnement juridique, institutionnel et réglementaire des affaires correspondant et une explosion d'initiatives privées. Toutefois, le pays reste classé parmi ceux les moins avancés, à indice de développement humain faible et où l'environnement des affaires est parmi les plus difficiles. En particulier le secteur privé local est confronté à de nombreux

défis l'empêchant de tirer parti de potentialités importantes. Par ailleurs, la liquidation ou la privatisation des anciennes entreprises d'Etat n'a pas permis de susciter la création d'un secteur industriel et agro-industriel dynamique et celui-ci est aujourd'hui particulièrement faible avec un certain nombre d'activités ayant totalement disparu de l'économie guinéenne au fil des 30 dernières années.

Le secteur privé a pourtant un potentiel de développement extraordinaire au vu des opportunités offertes par le contexte national. En particulier, la valorisation du secteur minier peut créer la demande pour le développement d'un secteur de PME industrielles et de service dynamique, même si de nombreuses questions sur les dispositions à prendre pour permettre un effet d'entraînement du boom minier sur le tissu local restent à préciser. Le potentiel agricole s'accompagne d'opportunités commerciales et agro-industrielles sous-exploitées, de même que les énormes besoins en termes de développement des infrastructures et les ressources en matières minérales de surface (sable, granit, ardoise etc) rendent possible le développement rapide de l'industrie des matériaux de construction et des secteurs du bâtiment et des travaux publics. Le potentiel touristique de la Guinée est lui quasiment inexploité. Enfin la position géographique avantageuse du port de Conakry offre à la Guinée l'opportunité d'occuper une position importante dans le marché sous-régional.

Un grand nombre de mesures avaient été prises lors du tournant de 1985 pour tenter de faire du secteur privé le moteur de la croissance guinéenne. Les effectifs de la fonction publique avaient été réduits et un Bureau d'appui à la reconversion des agents de la fonction publique vers les activités de création d'entreprises privées mis en place. Un nouveau cadre institutionnel, juridique et réglementaire avait été initié et différents codes ont été mis en vigueur dont, entre autres : le code des investissements, le code de l'artisanat, le code général des impôts, le code des marchés publics, le code de la douane, et le code foncier. Enfin des structures d'accompagnement des entreprises privées avaient également été mises en place, soit par l'Etat soit par les organisations du secteur privé elle mêmes.

En dépit de cette panoplie de mesures mises en œuvre, la performance du secteur privé guinéen s'est trouvé très loin en deçà des attentes. Par exemple, les données statistiques récentes sur l'emploi sont difficiles à trouver, mais, l'Enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP) de 2002-2003 révèle que le chômage touche 15% des personnes qui ont atteint un niveau d'éducation du secondaire, 42% de celles qui ont achevé l'enseignement technique professionnel et près de 61% des diplômés universitaires. Pour les filles diplômées, 85,7% ne trouvent pas d'emplois.

Cette déficience du secteur privé peut s'expliquer par de nombreuses contraintes qui pèsent sur lui, dont notamment :

- l'insuffisance et la non-compétitivité des facteurs de production (eau, énergie, transport, communication) dont les coûts très élevés ne sont pas favorables à la rentabilité des entreprises et à la compétitivité de leurs produits et services;
- la corruption, largement répandue à différents niveaux de l'Administration Publique et le manque d'efficacité des services de l'Etat;
- un système judiciaire déficient et une impunité répandue;
- la forte pression fiscale souvent favorisant le secteur informel au détriment du secteur structuré;
- le manque de formation des opérateurs économiques et la difficulté d'avoir accès à un personnel avec des formations de qualité;
- la manque de structuration de certaines filières;

- la faiblesse des moyens financiers, humains et techniques mobilisés de la part des agents économiques, y compris l'Etat, pour assurer le développement normal des activités dans le pays;
- le manque d'initiatives visant à faciliter le développement d'un tissu de PME local notamment la mise en place de zones industrielles et de zones franches viabilisées.

Par ailleurs, le secteur privé a vécu un environnement politique, réglementaire et macroéconomique hostile, particulièrement pendant la dernière décennie. L'instabilité politique et la mauvaise gouvernance, y compris la corruption, ont été très marquées. Il n'y a pas encore longtemps, tous les indicateurs macroéconomiques étaient au rouge, avec notamment un taux d'inflation supérieur à 20%.

Dans le cadre des nouvelles orientations politiques du pays, le nouveau gouvernement a adopté avec succès des mesures correctives qui ont permis de rétablir, dans une large mesure, les grands équilibres macroéconomiques. Les nouvelles autorités ont également à cœur de créer les conditions propices à l'investissement privé national et international et à la création d'emplois. Ainsi, une série de premières actions importantes ont été initiées, parmi lesquelles :

- la stimulation de la sous-traitance locale, par exemple par les provisions dans le nouveau code minier ou dans le nouveau code des marchés publics ;
- la définition de programmes sectoriels (industrie, artisanat, tourisme, etc) visant à créer les conditions pour un développement de l'initiative privée, notamment en mettant en place des programmes de soutien aux entrepreneurs et en facilitant les démarches administratives ;
- l'accord avec certaines sociétés internationales en charge de grands projets publics pour financer et mettre en place des formations de qualité pour la main d'œuvre locale ;
- l'étude de la possibilité de relancer un certain nombre d'anciennes unités industrielles ;
- l'initiation de discussions avec des opérateurs et investisseurs privés et l'assistance de ceux intéressés pour la mise en place d'activités en Guinée.

Toutefois, face à la multitude de défis auquel fait face le secteur privé en Guinée, de nombreuses questions restent en discussions, notamment celle du rôle de l'Etat. La période de désengagement de l'Etat qui a suivi les errements de la période dirigiste n'a pas permis de dynamiser autant qu'espéré un secteur privé qui dispose pourtant de potentialités très importantes. L'Etat cherche aujourd'hui à jouer un rôle majeur, non pour diriger l'économie, mais pour créer les conditions propices au développement du secteur privé. L'objectif est en premier lieu l'amélioration du climat des affaires, mais aussi le renforcement de la formation, des transferts de compétences et la mise en place d'un cadre légal et réglementaire permettant aux sociétés et entrepreneurs locaux de tirer parti des opportunités. Le gouvernement est en train de préparer un projet de promotion du secteur privé, avec l'appui de la Banque mondiale et de la Société financière internationale,

L'attraction de capitaux privés internationaux en Guinée est également un enjeu majeur, à la fois pour mobiliser ceux-ci mais aussi pour s'assurer de créer un effet d'entraînement et des transferts de compétences vers le secteur privé local et pour retenir dans le pays une partie la plus importante possible de la valeur ajoutée créée. Ces questions sont particulièrement complexes au vu de la faiblesse structurelle du secteur privé guinéen. Si les mesures évoquées ci-dessus devraient permettre d'améliorer cet état de fait au fil du temps, il est également important de tenter de déterminer des stratégies pour pallier cette faiblesse dans le court terme et rendre possible les différents effets d'entraînement de l'investissement privé étranger.

Enfin une réflexion importante a été engagée sur les moyens disponibles pour impliquer, attirer et valoriser la diaspora guinéenne de part le monde.

PROGRAMME

PROGRAMME

VENDREDI, 14 SEPTEMBRE 2012

08h00-9h45	Inscriptions et tour des stands - Buffet petit déjeuner
10h00-12h15	Cérémonie d'ouverture et séance inaugurale du Forum
10h05-10h10	Introduction générale par Khalifa Sall, Facilitateur du Forum
10h10-10h20	Discours de bienvenue par Korfalla Yansané, Ministre de l'Economie et des Finances, République de Guinée
10h20-10h35	Antoinette Sayeh, Directrice, Département Afrique, Fonds monétaire (FMI) <i>«La Guinée après le point d'achèvement PPT»</i>
10h35-10h45	Discours de Jacques Diouf, Ministre Conseiller auprès du Président de la République du Sénégal, ancien Directeur Général, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – <i>«Promouvoir la sécurité alimentaire et développer les exportations agricoles – leçons tirées et perspectives pour la Guinée»</i>
10h45-11h00	Géraldine Fraser-Moleketi, Directrice, Gouvernance Démocratie, Group, Programme des Nations Unies pour le Développement, et ancienne Ministre de la Fonction Publique, Afrique du Sud <i>«Contexte global de la démocratisation avec un accent sur les pays sortant de crise»</i> et Message pour la journée internationale de la démocratie
11h00-11h20	Discours d'ouverture du Forum par S.E. le Professeur Alpha Condé, Président de la République, <i>«Ma vision de la Guinée pour le futur»</i>
11h20-12h15	Ouverture des débats Président de séance : Jean-Louis Sarbib, ancien Vice-Président, Banque mondiale
14h05-14h20	Allocution principale par Paul Collier, Professeur de Sciences économiques et Directeur, Centre d'études des économies africaines de l'Université d'Oxford <i>«Stratégie de gestion des ressources naturelles et la problématique des générations futures»</i>
14H20-14H30	Sanjeev Gupta, Directeur adjoint, Département des Finances Publiques, Fonds monétaire international (FMI) - <i>«Aspects macroéconomiques de la gestion des ressources naturelles, expériences internationales et enjeux pour la Guinée»</i>
14h30-15h20	Panel Mohamed Lamine Fofana, Ministère des Mines et de la Géologie, République de Guinée <i>«Nouvelles stratégies de développement du secteur minier»</i> Mamadou Taran Diallo, Président, <i>«Publiez ce que vous Payez»</i> <i>«Le rôle de la société civile dans la transparence minière et le développement communautaire»</i> Mamadi Youla, Directeur Général, Global Alumina Corporation et Président de la Chambre des Mines - <i>«Perspectives des compagnies minières sur les réformes en cours»</i> Sheila Khama, Directrice, Département Ressources Naturelles, African Center for Economic Transformation (ACET) – <i>«L'expérience botswanaise dans la gestion des ressources naturelles et leçons à tirer pour la Guinée»</i> Antonio M. A. Pedro, Directeur, Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est,

Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) – *«Facteurs clés de succès des politiques de diversification de l'économie dans les pays riches en ressources naturelles»*

15h20-16h30

Débats

16h30-17h00

Pause café

Président de séance : **Jacques Diouf**, Ministre Conseiller, auprès du Président de la République du Sénégal et ancien Directeur Général, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

17h05-17h20

Allocution principale de Mohamed Béavogui, Directeur, Afrique du Fonds international de développement agricole (FIDA) *«Stratégies de financement du développement agricole»*

17h20-18h00

Panel

Jean-Marc Teliano, Ministre de l'Agriculture, République de Guinée *«Valorisation du potentiel agro-pastoral guinéen»*

Mohamed Dorval Doumbouya, Ministre du Commerce, République de Guinée *«Le Rôle du Secteur privé dans l'approvisionnement en intrants agricoles, la commercialisation des produits agricoles et le développement de l'agro-business»*

Moussa Para Diallo, Président de la Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOPG) – *«Développement de l'agriculture en Guinée: contraintes et cas pratiques»*

Jean-Luc François, Responsable, Département Agriculture, Développement Rural et Biodiversité, Agence Française de Développement (AFD) *«L'expérience de l'AFD dans le domaine du développement agricole et perspectives pour la Guinée»*

David G. Acker, Doyen, Collège d'Agriculture et des Sciences de la Vie, Université de l'État d'Iowa, Etats Unis d'Amérique *«Leçons de la recherche académique et perspectives de la révolution verte en Afrique»*

18h00-19h00

Débats

20h30-22h00

Réception et Dîner offerts par **S.E. le Professeur Alpha Condé**, Président de la République, Présidence de la République (*sur invitation*)

20h45-21h00

Discours de Obiageli K. Ezekwesili, Ancienne Vice-Présidente, Région Afrique, Banque mondiale *«La crise économique mondiale et perspectives de développement en Afrique, avec un accent sur la Guinée»*

Animation culturelle

SAMEDI, 15 SEPTEMBRE 2012

- 7h30-8h30** Buffet petit déjeuner
- 8h30-11h30** **Séance 3 : Energie, infrastructures, technologies de l'information et intégration régionale**
Président de séance : Ousmane Bah, Ministre d'Etat, Travaux Publics et Transports, République de Guinée
- 8h35-8h55** **Franck Perrault**, Directeur, Département Région Ouest, Banque Africaine de Développement «*L'expérience de la Banque Africaine de développement, bonnes pratiques en matière de développement des infrastructures et leçons à tirer pour la Guinée*».
- 8h55-9h05** Introduction des thématiques des deux sessions parallèles
- 09h05-10h15** **Session A : Energie Réforme et redressement du secteur de l'électricité.**
Président de session : Michel Kamano, Président, Conseil Economique et Social, République de Guinée.
- 9h05-9h45** Panel
Papa Koly Kourouma, Ministre d'Etat, Énergie et Environnement, République de Guinée «Le plan de redressement du secteur de l'énergie et la mobilisation du potentiel hydroélectrique de la Guinée»
Morlaye Diallo, Président, Chambre de commerce de Guinée «*le rôle de la chambre de commerce et les répercussions de problèmes énergétiques et infrastructurels sur le développement de l'entreprise*».
Moez Cherif, Spécialiste principal Energie, Banque Mondiale «*Le rôle de la Banque mondiale dans la réforme et le développement du secteur de l'énergie*»
Yazid Bensaid, Directeur, AFD, Guinée «*Stratégies et étapes clés pour redresser le secteur de l'énergie et développer des capacités de productions excédentaires*»
Simon Zadeck, expert en énergie et développement des infrastructures du Forum Global pour la croissance verte «*Rôle et conditions de mobilisation du secteur privé pour le développement de l'énergie dans les pays en voie de développement*»
- 09h45-10h15** Débats
- 09h05-10h15** **Session B : Priorisation, coordination et modèles de financement des infrastructures**
Président de session : Ousmane Diagana, Directeur des Opérations, Région Afrique, Banque Mondiale
- 9h05-9h45** Panel
Ousmane Kaba, Ministre Conseiller du Président de la République de Guinée, Président Comité de coopération sino-guinéenne «*Financement des infrastructures : cas pratiques des relations entre la Chine et la Guinée*»
Idrissa Thiam, Conseiller Spécial du Président de la République de Guinée «*Le Fonds spécial d'investissement (FSI)*»
Ismaël Diakité, Directeur Général de Rio Tinto-Guinée «*Quel rôle pour le secteur minier dans le développement des infrastructures en Guinée ?*»
Christophe Lucet, Représentant Régional pour l'Afrique de l'ouest Banque Européenne d'Investissement «*L'expérience et l'approche de l'Union Européenne dans le financement des infrastructures en Afrique et perspectives en Guinée*».

09h45-10h15	Débats
10h15-10h45	Pause Café
10h45-11h30	Présentation en plénière des grandes lignes des sessions A et B et débats
11h30-13h30	<p>Séance 4 : Gouvernance, développement du capital humain et promotion du secteur privé : un socle pour la compétitivité et le développement durable</p> <p>Président de séance : Obiageli K. Ezekwesili, Ancienne Vice-présidente, Région Afrique, Banque mondiale</p>
11h35-11h45	<p>Allocution principale par Géraldine Fraser-Moleketi, Directrice Gouvernance Démocratique, PNUD, et ancienne Ministre de la Fonction Publique, Afrique du Sud <i>«Contexte global et bonnes pratiques internationales de gouvernance participative et de réforme administrative»</i></p>
11h45-11h55	<p>Allocution par Celestin Monga, Conseiller Principal du Vice Président Région Afrique de la Banque Mondiale <i>«croissance et création d'emplois»</i></p>
12h55-12h05	<p>Introduction des thématiques des deux sessions parallèles</p> <p>Session A : Amélioration de la gouvernance et des performances de l'Administration</p> <p>Président de session : Obiageli K. Ezekwesili, Ancienne Vice Présidente, Région Afrique, Banque Mondiale</p>
12h05-13h00	<p>Panel</p> <p>Sékou Kourouma, Haut Commissaire à la Réforme de l'Etat et à la Modernisation de l'Administration <i>«Les grandes priorités de réforme administrative et de modernisation de l'Etat»</i></p> <p>Badara Dioubaté, Conseiller Spécial, Premier Ministre, République de Guinée <i>«Bonne gouvernance et renforcement de la coordination gouvernementale»</i></p> <p>Abdourahamane Sano, <i>«Gouvernance et pauvreté en Guinée, enjeux et propositions de solutions»</i></p> <p>Frannie Léautier, Secrétaire Exécutive, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) <i>«Facteurs-clés de succès des programmes de renforcement de capacité de l'Administration Publique en Afrique et leçons pour la Guinée»</i></p> <p>Ousmane Diagana, Directeur des Opérations, Banque Mondiale <i>«Bonne Gouvernance, renforcement des capacités, et croissance : perspectives pour la Guinée»</i></p>
13h00-13h30	<p>Débats</p> <p>Session B : Promotion du secteur privé et amélioration du climat des affaires</p> <p>Président de session : Humberto Brito, Ministre de l'Industrie, Energie et Hôtellerie, Cap-Vert</p>
12h05-13h00	<p>Panel</p> <p>Hadja Ramatoulaye Bah, Ministre de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, République de Guinée <i>«Stratégies et mesures pour l'amélioration du climat des affaires et du développement du secteur privé en Guinée»</i></p> <p>Eric Benjamin Colle, Représentant de Topaz-industrie Guinée <i>«Obstacle pour l'amélioration de la stabilité et du climat des affaires en Guinée, et proposition de solution»</i></p>

Mahess Rawoteea, Analyste Principal, Ministère des Finances, Ile Maurice
«L'expérience de diversification économique et de développement du secteur privé de l'Ile Maurice leçons à tirer et perspectives pour la Guinée»

Patrick Kormawa, Directeur Régional Afrique de l'Ouest, ONUDI, *«Promotion du secteur privé et attractivité pour les acteurs industriels expériences de transformations réussies dans le monde et perspectives pour la Guinée»*

13h00-13h30	Débats
13h30-14h45	Déjeuner
14h45-15h40	Présentation en plénière des grandes lignes des sessions A et B et débats
15h45-17h00	<i>Séance finale sur les conclusions, recommandations et perspectives et cérémonie de clôture du Forum</i>
	Président de séance : Louncény Nabé , Gouverneur, Banque Centrale de la République de Guinée
15h45- 16h35	Panel Geraldine Fraser-Moleketi Jacques Diouf Obiageli Ezekwesili Paul Collier Sanjeev Gupta Ousmane Diagana Frank Perrault
16h35-16h50	Discours de Kerfalla Yansané , Ministre de l'Economie et des Finances, République de Guinée
16h50-17h00	Discours de clôture du Forum par Mohamed Saïd Fofana , Premier Ministre, République de Guinée
17h15-18h00	Conférence de Presse
18h15-19h30	Cocktail de Clôture du Forum Economique de la Guinée

DIMANCHE, 16 SEPTEMBRE 2012

7h00-16h30 Excursion-visite d'un site touristique à Dubréka (musée et cascades de la Soumba - 70 km de Conakry)
Déjeuner sur le site
Retour à Conakry à 16h30

www.guineemergente.com.gn

